



Paris, le 9 novembre 2018

33 rue des Vignoles 75020 Paris / [www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte) / [fede-educ@cnt-f.org](mailto:fede-educ@cnt-f.org)

Évaluations délirantes, réformes à la hussarde, suppressions de postes,  
caporalisation des enseignant-e-s, surenchère sécuritaire...  
le ministre de l'éducation remodèle à grande vitesse l'école publique.  
Son objectif : une école... privée, contre le peuple, au service des patrons.

## Stoppons-le ! De la maternelle à l'Université, toutes et tous en grève le 12...

En saturant l'espace médiatique par ses annonces, Jean-Michel Blanquer déploie une authentique offensive idéologique contre l'égalité à l'école, les conditions de travail et les pédagogies émancipatrices.

Les suppressions de postes dans secondaire sont évidemment inacceptables. Mais, au-delà du définancement du service public d'éducation, les mesures pour ce début d'année 2018 peuvent se résumer à « décoder, évaluer, sélectionner ». De la Maternelle – un chantier est annoncé pour « clarifier » les programmes et imposer des « repères annuels de progression » – à l'Université, le ministre veut développer une véritable culture de l'évaluation... Dans ce contexte, L'arrivée prochaine de la prime « au mérite » pour l'ensemble des personnels doit être clairement identifiée comme l'établissement d'une prime à la soumission pour mettre les personnels en concurrence.

Des élèves de CP à celles et ceux des classes de Seconde, c'est la chasse aux compétences. Une chasse qui interdit l'émancipation, car elle interdit de trouver du sens dans les savoirs scolaires. C'est d'ailleurs la philosophie du texte de lecture proposé aux CP... Collégiens et lycéens ayant droits à des QCM ! Mesurer, contrôler, il s'agit bien de soumettre élèves et enseignants à une obligation de résultat, comme lorsqu'on songe au ridicule intitulé « CP 100 % de réussite ». La loi votée le 1er août par l'Assemblée Nationale portant sur la réforme de la formation professionnelle et l'apprentissage, la loi ORE, Parcoursup, la réforme du bac, le projet de lycée « modulaire » donnent une cohérence à la multiplication de ces injonctions.

...

...

## **Une école contre le peuple, pour les élites**

A la presse encore, le premier ministre a annoncé la suppression de 4500 postes dans la Fonction publique l'an prochain. Blanquer envisage une réforme de la formation initiale pour 2019, une économie possible de 25.000 postes dans l'Education nationale. Ajoutés aux 166.000 postes de « contrats aidés » qui seront encore supprimés, l'école publique est aussi « prioritaire » pour faire des économies.

Cette obsession d'économies budgétaires est en passe d'avoir la peau de toute la voie professionnelle car elle se traduit par la contraction des horaires d'enseignement et la suppression de pans entiers de formations et de postes d'enseignant-e-s. La réforme du lycée, quant à elle, consacre le principe de la sélection précoce dont chacun sait aujourd'hui qu'elle est une sélection sociale.

## **La liberté pédagogique remise en cause**

La fin de l'année scolaire 2017-2018 a été marquée par une augmentation des contraintes exercées sur les équipes enseignantes d'écoles maternelles ou élémentaires pour qu'elles s'engagent dans des actions d'apprentissage de la lecture conduites par l'association Agir pour l'École. Tout en tenant un discours affirmant le respect de la liberté pédagogique, des autorités départementales ou académiques ont usé de moyens divers pour exercer des pressions qu'il s'agisse d'initier ces actions ou de contraindre à leur poursuite. Alors qu'on nous annonçait une « école de la confiance », nous avons glissé dans une école du contrôle et nous sommes désormais dans l'école de la contrainte. Comment qualifier autrement une institution dans laquelle les pratiques sont pilotées « au plus près du terrain » par les tests des neuroscientifiques de service du comité scientifique des programmes ?

A qui profite cette politique qui jongle habilement entre le populisme éducatif réactionnaire (uniforme, marseillaise, rôle « éducatif » confié à la police et à l'armée, le « retour » de la dictée ou de la syllabique et des « bonnes vieilles méthodes »...) et l'instrumentalisation d'une discipline scientifique particulière (les neurosciences) censée clore tout débat contradictoire sur le plan pédagogique ? Pour nous, professionnel-le-s de l'éducation et militant-e-s révolutionnaires, les choses sont claires : l'idéologie libérale est compatible avec l'autoritarisme quand il s'agit de justifier la précarisation des personnels, la vente à la découpe du service public et sa mise sous tutelle pour les seuls besoins de main d'œuvre du patronat. Sur le plan politique la méthode Blanquer est très rentable, sur le plan éducatif, elle nous promet la catastrophe sociale... sauf si les personnels et les usager-e-s parviennent à riposter et à construire un vrai service public d'éducation sur des bases émancipatrices et autogestionnaires.

**L'émancipation par le savoir ne se mesure pas par des compétences à atteindre,  
des hiérarchies, des sélections.**